

Le fonds climat jugé «irresponsable»

VOTATION Les opposants à l'initiative de la gauche rejettent un projet qu'ils estiment «excessivement coûteux» et qui conduirait à des hausses d'impôts massives. A leurs yeux, la politique climatique suisse est déjà assez efficace

ATS

L'alliance «Non à un fonds climat», composée de l'UDC, du PLR, du Centre, d'Economiesuisse et de l'USAM, s'est lancée hier dans la campagne contre l'initiative de la gauche, en votation le 8 mars. Elle rejette un projet «irresponsable, excessivement coûteux et extrême». L'initiative du PS et des Vert·e·s demande que la Confédération crée un fonds et l'alimente par un versement annuel de 0,5 à 1% du PIB jusqu'en 2050. Un tel projet dépasse largement les possibilités financières de la Confédération, a avancé hier l'alliance devant les médias. La Confédération serait contrainte de dépenser jusqu'à 200 milliards de

francs. «Elle n'en a pas les moyens», souligne l'alliance dans son communiqué. En mobilisant autant de ressources pour un fonds climat, des coupes budgétaires seraient inévitables. Elles se feraient directement sur le dos de la population et des entreprises. Et Benjamin Roduit (Le Centre/VS) de souligner que le financement d'un tel fonds conduirait à moins d'argent pour la santé, la sécurité, les prestations sociales, la formation, les infrastructures ou l'agriculture. La coopération internationale serait aussi fortement lésée.

Impôts et TVA en hausse

Une dépense d'environ 10 milliards par an pour le climat aurait aussi pour conséquence une hausse massive des impôts pour la classe moyenne et des mesures d'économie drastiques. La Confédération estime que la TVA pourrait être augmentée de 2,5% ou qu'il faudrait augmenter l'impôt fédéral direct de 28%. Concrète-

ment, cela représente une dépense supplémentaire de 1280 francs par ménage par an, a dénoncé le conseiller national Christian Imark (UDC/SO).

La Confédération consacre plus de 3 milliards de francs par an dans des mesures ciblées en faveur de la protection du climat. Et les entreprises prennent également leurs responsabilités, a souligné la directrice d'Economiesuisse, Monika Rühl. Depuis 1990, les émissions ont diminué de plus de 25%. Grâce à des instruments et des programmes efficaces, la Suisse est sur une trajectoire très positive et doit poursuivre dans cette direction, estiment les opposants. Mais l'initiative de la gauche menace cette politique.

Pour la directrice d'Economiesuisse, un surdosage est inefficace. «Une politique climatique qui affaiblit notre économie n'aide personne», a rappelé Monika Rühl. «Celui qui prend cinq médicaments différents pour un mal de tête ne guérira pas plus vite; il risque des effets secondaires.» ■